

<p style="text-align: center;">GROUPEMENT DE COMMANDES d'EHPAD En vue de la réalisation d'une prestation d'exploitation des équipements thermiques</p>
--

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de fixer les modalités de création et de fonctionnement d'un groupement de commandes pour le lancement d'une consultation en vue de l'exploitation des équipements thermiques de deux établissements.

Le groupement de commandes est créé en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018.

Le coordonnateur est réputé compétent pour mettre en œuvre toute procédure d'achat groupé dans le domaine susmentionné.

Article 2 – Composition du groupement

Sont membres du groupement de commandes les établissements suivants :

EHPAD d'Aligre
20 rue des Moulins
17230 MARANS

EHPAD Les Jardins de Voltonia
2 rue des Douves
17380 TONNAY BOUTONNE

Article 3 – Désignation de l'Etablissement coordonnateur

L'EHPAD d'Aligre est désigné comme établissement coordonnateur pour la durée de la convention.

Il est représenté par son directeur ou toute personne bénéficiant de sa délégation de signature pour l'exercice des attributions de coordonnateur. Il s'appuie sur l'expertise de représentants des membres du groupement.

A ce titre, il est chargé d'animer et de coordonner le fonctionnement technique du groupement (validation du dossier de consultation, analyse des offres, suivi des incidents dans l'exécution des marchés, etc...)

Article 4 – Missions de l'Etablissement coordonnateur

L'Etablissement coordonnateur du groupement est chargé de procéder, dans le respect des règles prévues par le Code de la Commande Publique (CCP) :

I – Au titre de la passation du marché

1. d'assurer l'organisation technique, juridique et administrative de la procédure d'achat,
2. de procéder au recensement de la nature et de l'étendue du besoin des établissements membres du groupement,
3. de coordonner l'élaboration du cahier des charges de la consultation, en concertation avec les adhérents et d'en assurer la réalisation technique,
4. d'assurer la publication de l'appel public à la concurrence,
5. d'envoyer le dossier de consultation,
6. de procéder à la réception, à l'enregistrement et à l'ouverture des plis et des offres dans le respect du Code de la Commande Publique (CCP),

7. de coordonner le dépouillement et l'analyse des offres, ainsi que les auditions éventuelles, et de mettre plus généralement en œuvre toute procédure réglementaire qui lui semblera adéquate pour l'analyse et la sélection des offres,
8. de convoquer et de conduire d'éventuelles réunions techniques préalables à la décision d'attribution
9. d'informer les candidats de la décision d'attribution du marché
10. d'informer les établissements membres du groupement du candidat retenu,
11. de signer et notifier le marché au candidat retenu, chaque membre du groupement, pour ce qui le concerne, s'assurant de sa bonne exécution,
12. de transmettre aux établissements membres du groupement la copie du marché pour leur en permettre l'exécution et de leur transmettre plus généralement toutes pièces nécessaires à la bonne gestion du marché,
13. d'organiser la procédure de passation du marché consécutive à une procédure initiale déclarée infructueuse ou sans suite, sauf décision contraire du coordonnateur
14. de gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées contre les membres du groupement de commandes au titre de la passation du marché groupé.

II – Au titre de l'exécution du marché

16. de procéder à la passation, à la signature et à la notification des avenants de toute nature pouvant intervenir dans le cadre du marché groupé,
17. de gérer la procédure relative aux clauses d'ajustement et de révision des prix, et d'en communiquer les résultats aux adhérents, préalablement à leur date d'effet,
18. de prononcer l'éventuelle résiliation du marché, après avis des adhérents,
19. de gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées contre les membres du groupement au titre de la passation des avenants au marché et de la remise en compétition du titulaire, de la reconduction et de la résiliation du marché, et de l'ajustement et de la révision des prix.

Article 5 – Obligations des Etablissements membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage dans le respect du Code de la Commande Publique (CCP) à :

I – Dispositions générales

1. désigner un référent responsable notamment de la coordination des moyens, compétences et actions dudit Etablissement, et interlocuteur principal du coordonnateur, pour la mise en œuvre du regroupement des achats, et la participation à la démarche collective de coopération,
2. participer aux réunions de travail et de coordination organisées par le coordonnateur,

II – Au titre de la passation des marchés

3. communiquer toute pièce ou information nécessaire à l'organisation de la consultation et à la parution du marché groupé
4. participer aux réunions que le coordonnateur estimera adéquates pour l'analyse et la sélection des offres.

III – Au titre de l'exécution des marchés

5. exécuter le marché groupé dans les conditions fixées par le coordonnateur dans le respect du Code de la Commande Publique (CCP), et respecter en particulier les engagements financiers, quantitatifs, et relatifs aux modalités d'exécution des marchés, qu'il a pris vis-à-vis du titulaire
6. effectuer le suivi et le contrôle des prestations objets du marché,
7. procéder à la vérification des prestations, conformément aux dispositions du CCAP, CCTP ou CCP
8. procéder à la réception, au contrôle et au traitement des factures,

9. procéder au paiement du prestataire du groupement dans le délai réglementaire et mettre en œuvre les dispositions obligatoires ou facultatives prévues par les CCAP ou CCP des marchés et la réglementation, dont les procédures en cas de délai de paiement réduit,
10. en cas de non respect de ses obligations contractuelles par le titulaire, mettre en œuvre les pénalités d'exécution, selon les dispositions prévues au CCAP ou du CCP,
11. informer le coordonnateur de toute difficulté d'exécution du marché, notamment pouvant avoir une incidence sur les conditions de son exécution pour les autres adhérents, ou sur son renouvellement, et/ou impliquant l'intervention du coordonnateur,
12. communiquer au coordonnateur toute information ou pièce relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution des marchés, et demander son assistance le cas échéant.

Article 6 – Dispositions financières

Les frais de gestion et de fonctionnement (personnel – publicité – affranchissement – reprographie ...) du groupement sont engagés et supportés par l'établissement coordonnateur.

Article 7– Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée du marché objet du présent groupement.

Article 8 – Différends et litiges – contentieux

Les membres du groupement de commandes poursuivront toute voie de conciliation amiable en cas de litige ou de différend.

En cas de contentieux entre le coordonnateur et un membre du groupement, les juridictions compétentes seront celles du siège de l'Etablissement coordonnateur.

Article 9 – Modification de la convention

La présente convention est amendable par voie d'avenant obligatoirement signé par les adhérents.

Etablissement coordonnateur,

MARANS,
Le 12/11/2024

La directrice,

Léa GUEGAN



Etablissement adhérent,

TONNAY BOUTONNE,
Le

La directrice,

Audrey CORNAGLIA PEREZ

Les Jardins de Voltonia
Etablissement Public Autonome
17380 TONNAY-BOUTONNE

